



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau – CS 20105  
71321 Chalon-sur-Saône Cedex

Le 05 avril 2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 08/02/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **LELEDY COMPOST SAS**

Ferme de la Soyée  
71380 Allériot

Références : CP/MV/2024/C\_045  
Code AIOT : 0025000008

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/02/2024 dans l'établissement LELEDY COMPOST SAS implanté Ferme de la Soyée 71380 Allériot. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LELEDY COMPOST SAS
- Ferme de la Soyée 71380 Allériot
- Code AIOT : 0025000008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La SAS LELEDY COMPOST exploite, à Allériot une installation de compostage soumise à autorisation environnementale visée à la rubrique 2780-3 « Installations de compostage de déchets non dangereux ou de matière végétale, ayant, le cas échéant, subi une étape de méthanisation ».

#### **Contexte de l'inspection :**

- Plainte

## Thèmes de l'inspection :

- Odeur

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Système de management environnemental - Inventaire des flux	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
2	Odeurs - Meilleures techniques disponibles Toutes les installations	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1-III	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Odeurs - MTD - Plan gestion Odeur	Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1-III	Demande d'action corrective	2 mois
5	Déroulement du procédé de compostage	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 13	Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Organisation site - Aires de stockage	Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Des nuisances olfactives liées au fonctionnement de la plateforme de compostage ont régulièrement été signalées à l'inspection des installations classées.

L'exploitant a déjà mis en œuvre plusieurs mesures visant à limiter les nuisances : fermentation sous compodômes ventilés, installation de brumisation en partie supérieure des filets ceinturant le site, aération et curage régulier de la lagune, optimisation de l'installation de lavage des camions. Ces actions ont apporté une amélioration, le nombre de signalement s'est réduit.

Lors de l'inspection, il a été constaté que la construction des nouveaux casiers aérés d'entreposage des déchets verts était achevée. Ces casiers aérés raccordés à des biofiltres ont vocation à réduire les émissions odorantes générées par les déchets verts régulièrement évoquées pour expliquer les nuisances odorantes signalées par les riverains.

Cependant, l'examen du registre des plaintes fait apparaître que plusieurs signalements sont liés au dysfonctionnement de certaines installations du site (brumisateurs, biofiltres, broyeurs...). Des micro-coupures récurrentes de l'alimentation électrique du site sont également évoquées (ligne ENEDIS).

Dans ce contexte, l'inspection considère que l'exploitant doit encore poursuivre la recherche de mesures et solutions visant à réduire voire supprimer l'impact odorant de ses activités en formalisant un plan de gestion des odeurs conformément à l'arrêté ministériel du 17/12/2019 sous 2 mois.

Pour son élaboration, Il est attendu de l'exploitant qu'il prenne en compte les éléments suivants :

- auto surveillance renforcée des performances des équipements de luttres contre les odeurs (biofiltres et laveurs),
- plan de maintenance : l'exploitant a présenté un programme de maintenance périodique qui pourra être complété par une maintenance conditionnelle reposant sur des indicateurs de surveillance des dysfonctionnements (selon un paramétrage précis, l'atteinte d'un certain niveau de défaillance déclenche une intervention de maintenance),
- disponibilité en matériels et produits nécessaire à la lutte contre l'apparition et la dispersion d'odeurs (produits désodorisants, disperseurs, broyeur, crible...),
- adaptation des activités en plein air aux conditions météorologiques et climatiques,
- protection des installations contre les coupures électriques.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Système de management environnemental - Inventaire des flux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 2-III
<b>Thème(s) :</b> Autre, Système de management environnemental
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant établit et tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux, comprenant les informations, proportionnées à la taille de l'installation, aux activités mises en œuvre ainsi qu'à la nature et à la quantité des déchets réceptionnés et traités, suivantes :</p> <p>1. Des informations sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement, y compris :</p> <p>a) Des schémas simplifiés des procédés, montrant l'origine des émissions ;</p> <p>b) Des descriptions des techniques intégrées aux procédés et du traitement des effluents aqueux/gazeux à la source, avec indication de leurs performances ;</p> <p>[...]</p> <p>3. Des informations sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux, qui comprennent au moins :</p> <p>a) Les valeurs moyennes et la variabilité du débit et de la température ;</p> <p>b) Les valeurs moyennes et la variabilité des concentrations et des flux des substances pertinentes (en particulier les composés organiques et les polluants organiques persistants) ;</p> <p>c) L'inflammabilité, les limites inférieure et supérieure d'explosivité, la réactivité ;</p> <p>d) La présence d'autres substances susceptibles d'avoir une incidence sur le système de traitement des effluents gazeux ou sur la sécurité de l'unité.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection visait les effluents gazeux.</p> <p>Lors des échanges avec l'exploitant il est apparu qu'il détenait :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les informations visées au point 1 (sur les caractéristiques des déchets à traiter et sur les procédés de traitement),</li> <li>• une partie des informations visées au point 3 (sur les caractéristiques des flux d'effluents gazeux) pour les paramètres suivis sur le site (NH3, H2S et mercaptans).</li> </ul>

<p>Cependant, la présence d'autres composés identifiés ou associés aux odeurs provenant des activités de compostage dans les effluents du site n'est pas exclue. L'exploitant n'a pas pu fournir d'informations précises sur ce point.</p> <p>L'exploitant ne peut justifier l'exhaustivité de l'inventaire des substances odorantes émises par l'activité de compostage.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Afin qu'il puisse justifier de l'exhaustivité de son inventaire, il est demandé à l'exploitant de rechercher la présence éventuelle d'autres molécules odorantes dans les émissions des sources émettrices de son installation, notamment celles à bas seuil de perception.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

## N° 2 : Odeurs - Meilleures techniques disponibles Toutes les installations

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1-III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des odeurs</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'installation applique une ou plusieurs des techniques suivantes :</p> <p>a) Pour les systèmes ouverts, l'exploitant veille à réduire les temps de séjour des déchets susceptibles de dégager des odeurs dans les systèmes de stockage ou de manutention, en particulier en conditions d'anaérobiose. Le cas échéant, des dispositions appropriées sont prises pour prendre en charge les pics saisonniers de déchets ;</p> <p>b) Sauf si cela risque de nuire à la qualité souhaitée des déchets traités, l'exploitant utilise des produits chimiques conçus pour détruire les composés odorants ou pour limiter leur formation ;</p> <p>c) Dans le cas d'un traitement aérobique des déchets liquides aqueux, l'exploitant optimise le traitement, par l'utilisation d'oxygène pur, l'élimination de l'écume dans les cuves, et la maintenance fréquente du système d'aération.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre les MTD a) et b) s'appliquant au site.</p> <p>Les déchets verts sont broyés après leur arrivée sur le site et sont dorénavant entreposés dans les casiers aérés prévus à cet effet mis en service fin 2023. Le stockage en casiers aérés vise à supprimer l'anaérobiose à l'origine de dégagements d'odeurs régulièrement évoqués pour expliquer les nuisances odorantes ressenties par les riverains.</p> <p>Le site dispose d'une installation de brumisation automatisée d'un mélange eau/produits de neutralisation d'odeur. Les brumisateurs sont situés au sommet des filets ceinturant le site et au-dessus de la zone dédiée au mélange des boues et des déchets verts.</p> <p>L'exploitant a été interrogé sur l'adéquation entre les molécules odorantes susceptibles d'être émises par l'activité et les produits désodorisants utilisés.</p> <p>L'exploitant a indiqué qu'il envisageait de tester un autre produit de son fournisseur habituel et qu'il avait contacté un second fournisseur afin de diversifier ses sources d'approvisionnement et les formules désodorisantes en fonction des molécules à neutraliser.</p>

Les installations de brumisation du site sont des installations fixes qui ne peuvent pas être mises en œuvre pour neutraliser une source d'émission ponctuelle et temporaire.
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Après l'actualisation de l'inventaire des flux d'effluents gazeux, l'exploitant devra justifier l'adéquation entre les molécules odorantes susceptibles d'être émises par l'activité et les produits désodorisants utilisés.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de justifier la suffisance de l'installation de brumisation en place et d'examiner l'intérêt de disposer d'une installation mobile de brumisation pouvant être utilisée en tant que de besoin au plus près d'une éventuelle source odorante.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

### N° 3 : Odeurs - MTD - Plan gestion Odeur

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2019, article Annexe 3.1-III
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Gestion des odeurs
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une installation située dans une zone sensible et pour laquelle une nuisance olfactive est probable ou constatée établit et met en œuvre et réexamine régulièrement, dans le cadre du système de management environnemental, un plan de gestion des odeurs comprenant l'ensemble des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- un protocole décrivant les mesures à prendre et les échéances associées ;</li> <li>- un protocole de surveillance des odeurs, qui définit une fréquence de surveillance ;</li> <li>- un protocole des mesures à prendre pour gérer des problèmes d'odeurs signalés ;</li> <li>- un programme de prévention et de réduction des odeurs destiné à déterminer la ou les sources d'odeurs, à caractériser les contributions des sources et à mettre en œuvre des mesures de prévention et/ou de réduction.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Des nuisances olfactives liées au fonctionnement de la plateforme ont régulièrement été signalées à l'inspection. L'exploitant tient un registre des signalements et a mis en place une instance de concertation en 2017 qui se réunit au moins annuellement.</p> <p>L'exploitant a mis en œuvre plusieurs mesures visant à limiter les nuisances : fermentation sous compodômes ventilés, installation de brumisation en partie supérieure des filets ceinturant le site, aération de la lagune, optimisation de l'installation de lavage des camions.</p> <p>Ces actions ont apporté une amélioration, le nombre de signalement s'est réduit.</p> <p>Cependant, de nombreux épisodes de nuisances odorantes ont été signalés au cours de l'année 2023, notamment pendant l'été.</p> <p>Un examen du registre des plaintes fait apparaître que plusieurs signalements sont liés au dysfonctionnement de certaines installations du site (brumisateurs, biofiltres, broyeurs...). Des micro-coupures récurrentes de l'alimentation électrique du site sont également évoquées (ligne ENEDIS).</p>

<p>Dans ce contexte, l'inspection considère que l'exploitant doit encore poursuivre la recherche de mesures et solutions visant à réduire voire supprimer l'impact odorant de ses activités en formalisant un plan de gestion des odeurs conformément à l'arrêté ministériel du 17/12/2019.</p> <p>Son élaboration se basera sur l'analyse des épisodes odorants signalés au cours des dernières années et prendra notamment en compte des aspects suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• auto surveillance renforcée des performances des équipements de luttres contre les odeurs (biofiltres et laveurs),</li> <li>• plan de maintenance : l'exploitant a présenté un programme de maintenance périodique qui pourra être complété par une maintenance conditionnelle reposant sur des indicateurs de surveillance des dysfonctionnements (selon un paramétrage précis, l'atteinte d'un certain niveau de défaillance déclenche une intervention de maintenance),</li> <li>• disponibilité en matériels et produits nécessaires à la lutte contre l'apparition et la dispersion d'odeurs (produits désodorisants, disperseurs, broyeur, crible...),</li> <li>• adaptation des activités en plein air aux conditions météorologiques et climatiques,</li> <li>• protection des installations contre les coupures électriques.</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est attendu de l'exploitant qu'il établisse et mette en œuvre un plan de gestion des odeurs conformément à l'arrêté ministériel du 17/12/2019 dans les meilleurs délais (avant le 01/05/2024).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 2 mois</p>

#### N° 4 : Organisation site - Aires de stockage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 3</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre, Aires de stockages</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une installation de compostage comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- une aire* (ou équipement dédié) de réception/tri/contrôle des matières entrantes ;</li> <li>- une aire* (ou équipement dédié) de stockage des matières entrantes, adaptée à la nature de celles-ci ;</li> <li>- une aire* (ou équipement dédié) de préparation, le cas échéant ;</li> <li>- une aire* (ou équipement dédié) de fermentation aérobie ;</li> <li>- une aire* (ou équipement dédié) de maturation ;</li> <li>- une aire (ou équipement dédié) d'affinage/criblage/formulation, le cas échéant ;</li> <li>- une aire de stockage des composts et déchets stabilisés avant expédition, le cas échéant.</li> </ul> <p>A l'exception de celles qui sont abritées dans un bâtiment fermé, ces différentes aires sont situées à 8 mètres au moins des limites de propriété du site.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La plate-forme de compostage comporte :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• une aire de réception des matières entrantes</li> <li>• une aire de préparation/mélange, comportant un broyeur</li> <li>• 4 casiers de stockages des déchets vert</li> <li>• 13 casiers (4 compodomes et 9 casiers) de fermentation aérobie</li> </ul>

- une aire de maturation
- une aire d'affinage (criblage)
- une aire de stockage des composts

Les aires extérieures sont situées à plus de 8 mètres des limites de l'établissement.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Déroulement du procédé de compostage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/04/2008, article 13

**Thème(s) :** Risques chroniques, Exploitation

**Prescription contrôlée :**

[...]

L'exploitant fixe les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation. La hauteur maximale des tas et andains de matières fermentescibles lors de ces phases est à cet effet limitée à 3 mètres. La hauteur peut être portée à 5 mètres si l'exploitant démontre que cette hauteur n'entraîne pas de nuisances et n'a pas d'effet néfaste sur la qualité du compost.

**Constats :**

La majorité des nuisances olfactives signalées par les riverains était imputée à la fermentation anaérobie des déchets verts (DV) stockés sur le site. L'exploitant a mis en service les casiers aérés de stockage des DV prévu par l'arrêté complémentaire du 14/10/2021 en décembre 2023.

Les conditions et les moyens de contrôle permettant d'éviter l'apparition de conditions anaérobies au niveau du stockage des matières entrantes ou lors des phases de fermentation ou de maturation seront à intégrer au plan de gestion des odeurs (il a été constaté que l'exploitant avait mis en place un suivi des températures des mélanges au moyen de sondes connectées avant passage en casier de fermentation aérobie).

Lors de la visite du site, il a pu être constaté que certains andains de produits intermédiaires pouvaient ponctuellement dépasser la hauteur de 3 mètres sans dépasser 5 mètres (estimation). Compte tenu du contexte, il est demandé à l'exploitant de respecter la hauteur maximale de 3 mètres pour les tas et andains de produits, sauf éventuellement pour les matières en maturation si l'exploitant peut justifier qu'elles ne contribuent pas aux nuisances odorantes.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de rappeler la consigne relative à la hauteur des tas et andains de matières fermentescibles et d'en vérifier l'application.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 15 jours